



Communiqué de presse
À Pantin, le 24 juin 2019

« SUPPORT. DON'T PUNISH » DES DROITS POUR LES USAGERS-ES DE DROGUES POUR EN FINIR AVEC LE VIH

A l'occasion de la journée « Support. Don't Punish » (26 juin)¹, temps fort international de la lutte contre les politiques répressives dont sont victimes les personnes usagères de drogues, nos organisations tiennent à rappeler l'importance de la réussite de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour la santé des personnes usagères de drogues dans les pays bénéficiaires.

Accueillie à Lyon le 10 octobre par Emmanuel Macron, la Conférence de reconstitution du Fonds mondial rassemblera les chefs-fes d'Etat des pays les plus riches pour décider du montant alloué à la lutte contre ces pandémies pour les trois années à venir.

Aujourd'hui, le Fonds mondial représente 43% de l'ensemble des financements alloués aux programmes de réduction des risques dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Sans lui, il est impossible de prétendre à un accès suffisant aux programmes d'échange de seringues, au matériel stérile, aux traitements de substitution aux opiacés (TSO) ou à une quelconque diminution de l'impact des épidémies sur la vie des personnes consommatrices.

Les personnes injectrices de drogues sont particulièrement exposées au VIH (22 fois plus que la population générale), ainsi qu'aux hépatites. En Russie par exemple, où la guerre aux drogues fait rage, 1 usager-e de drogue par injection sur 4 vit avec le VIH. Ils représentent 39% des nouvelles infections à VIH. Lutter contre la vulnérabilité des personnes injectrices, c'est donc lutter contre l'épidémie. Le Fonds mondial l'a bien compris en finançant l'accès aux dispositifs de réduction des risques, non sans difficultés face à certains gouvernements qui préfèrent sacrifier une population jugée indésirable.

Les programmes d'échange de seringues sont ainsi développés au Népal ou en Afrique du Sud pour faciliter l'accès à du matériel propre et stérile et empêcher ainsi la transmission du virus par partage de matériel. Pour rappel, la mise en place de ce dispositif en France en 1987 a eu un impact significatif sur la baisse des infections à VIH sur cette population : alors qu'elles représentaient une part très importante des contaminations, elles représentent aujourd'hui moins de 2%. Le Fonds mondial permet également de financer des traitements de substitution aux opiacées, mais aussi de proposer des dépistages et, le cas échéant, des traitements antirétroviraux.

Alors même que les contaminations à VIH explosent parmi les personnes usagères de drogues (+33% en cinq ans – elles représentent désormais en moyenne 10% des contaminations au niveau mondial en 2018), les besoins en matériel stérile et programmes spécifiques ne sont couverts qu'à hauteur de 7%, et les financements sont sans cesse remis en cause.

¹ Le 26 juin marque la Journée internationale des Nations Unies contre l'abus et le trafic de drogues. Historiquement, les gouvernements ont utilisé cette date pour mettre en avant les « progrès » réalisés en matière de contrôle des drogues avec une perspective extrêmement punitive.

La Journée mondiale d'action « Support. Don't Punish » (Soutenez, ne punissez pas) organisée par IDPC (International Drug Policy Consortium) – dont AIDES est membre – vise à récupérer et à transformer le discours relatif à cette journée, en faveur de la réduction des risques et de la réforme des politiques en matière de drogues.

Il est donc urgent d'intensifier globalement les efforts de prévention auprès de cette population particulièrement vulnérable. Or, pour intensifier les efforts, il faut davantage de moyens et donc une hausse des financements. A contrario, une baisse de financements serait catastrophique pour les usagers-es de drogues : population la plus laissée pour compte de toutes, il est certain qu'ils seraient les premiers à pâtir des coupes budgétaires.

C'est le 10 octobre que tout va se jouer.

Contacts presse

AIDES Elody Croullebois 06 98 68 01 68 ecroullebois@aides.org

Action Santé Mondiale Laurianne Desquesses 06 42 45 40 67 ldesquesses@ghadvocates.org

Coalition PLUS Camille Sarret 07 81 73 34 77 csarret@coalitionplus.org

Fédération Addiction Laurène Collard, +33 6 15 26 35 95 l.collard@federationaddiction.fr

Médecins du Monde Fanny Mantaux +33 6 09 17 35 59 fanny.mantaux@medecinsdumonde.net

Sidaction Aurélie Defretin 06 73 21 63 97 / 01 53 26 45 64 a.defretin@sidaction.org

Les amis du Fonds mondial Anissa Tijani 01 44 07 08 66 anissatijani@afmeurope.org